



**NATIONS
UNIES**



**Convention-cadre sur les
changements climatiques**

Distr.
GÉNÉRALE

FCCC/SBI/2006/26
19 octobre 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

ORGANE SUBSIDIAIRE DE MISE EN ŒUVRE

**Vingt-cinquième session
Nairobi, 6-14 novembre 2006**

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire

**Communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention
Rapport sur les données présentées dans les inventaires nationaux de gaz à effet
de serre des Parties visées à l'annexe I de la Convention pour la période 1990-2004**

**Données présentées dans les inventaires nationaux de gaz à effet
de serre pour la période 1990-2004 et situation
en ce qui concerne la notification**

Note du secrétariat*

Résumé

En 2006, les 41 Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I) ont toutes soumis leur inventaire de gaz à effet de serre (GES). À la date limite fixée au 15 avril, 25 inventaires étaient parvenus au secrétariat et la plupart (37 sur 41) comprenaient un rapport national d'inventaire (NIR).

Pour l'ensemble des Parties visées à l'annexe I, les émissions globales de GES, non compté les émissions/absorptions du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF), ont, au total, diminué de 3,3 % entre 1990 et 2004 (la diminution a été de 4,9 % si l'on prend en compte le secteur UTCATF). Pour les Parties visées à l'annexe I qui sont en transition (Parties en transition), les émissions de GES ont reculé de 36,8 % hors secteur UTCATF et de 44,8 %, secteur UTCATF compris. Pour les autres Parties visées à l'annexe I, les émissions de GES ont augmenté de 11 % hors secteur UTCATF et de 12,1 %, secteur UTCATF compris.

* Le présent document a été soumis plus tard que prévu afin que les inventaires de gaz à effet de serre (version initiale ou version révisée) reçus en septembre et octobre 2006 puissent être pris en compte.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. INTRODUCTION	1 – 4	3
A. Mandat.....	1	3
B. Objet de la présente note	2 – 3	3
C. Mesures que pourraient prendre la Conférence des Parties et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre.....	4	3
II. SITUATION EN CE QUI CONCERNE LA NOTIFICATION DES INVENTAIRES	5 – 14	4
A. Inventaires soumis en 2006	5	4
B. Questions relatives à la notification des inventaires.....	6 – 12	6
C. Nouveaux calculs.....	13 – 14	7
III. APERÇU DE L'ÉVOLUTION DES ÉMISSIONS ET DE LEURS SOURCES DANS LES PARTIES VISÉES À L'ANNEXE I DE LA CONVENTION	15 – 26	9
A. Total des émissions globales de gaz à effet de serre	15 – 17	9
B. Émissions de gaz à effet de serre par gaz.....	18	12
C. Émissions de gaz à effet de serre par secteur	19 – 21	12
D. Comparaison des estimations des émissions présentées dans le rapport de 2005 et dans le rapport de 2006.....	22	14
E. Données relatives aux émissions des différentes Parties visées à l'annexe I.....	23 – 26	16

I. Introduction

A. Mandat

1. La Conférence des Parties, par ses décisions 9/CP.2, 3/CP.5 et 18/CP.8, a prié les Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I) de soumettre chaque année le 15 avril au plus tard les données de leur inventaire national sur les émissions par les sources et les absorptions par les puits de gaz à effet de serre (GES). Dans la décision 19/CP.8, le secrétariat a été prié d'établir un rapport annuel sur les données des inventaires de GES communiquées par les Parties visées à l'annexe I pour examen par l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) et par la Conférence des Parties¹. Le présent document rend compte des données des inventaires communiquées par les Parties visées à l'annexe I en 2006.

B. Objet de la présente note

2. Le secrétariat présente ici les dernières données disponibles sur les émissions et les absorptions de GES des Parties visées à l'annexe I pour la période 1990-2004, ces données étant tirées des inventaires nationaux de GES parvenus au secrétariat au 9 octobre 2006. Il fait également le point sur la notification des inventaires annuels des émissions de GES des Parties visées à l'annexe I, en insistant sur le respect des délais et l'exhaustivité des données communiquées.

3. Des données sont présentées pour le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), l'oxyde nitreux (N₂O) ainsi que pour les hydrofluorocarbones (HFC), les hydrocarbures perfluorés (PFC) et l'hexafluorure de soufre (SF₆) pris ensemble. En outre, le total² des émissions globales³ de GES est présenté avec et sans les émissions/absorptions nettes de GES du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF). Des données concernant les émissions/absorptions nettes du secteur UTCATF (pour le CO₂, le CH₄ et le N₂O) sont également fournies.

C. Mesures que pourraient prendre la Conférence des Parties et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

4. La Conférence des Parties et le SBI pourraient prendre note des informations figurant dans le présent document et donner de nouvelles indications aux Parties et de nouvelles instructions au secrétariat.

¹ «Directives FCCC pour l'examen technique des inventaires de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I de la Convention» (FCCC/CP/2002/8), par. 42 et 43.

² Le terme «total» signifie que les données présentées correspondent à la somme des émissions des différents secteurs retenus dans le cadre commun de présentation (CRF); lorsque le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF) est pris en compte, cela est précisé.

³ Le terme «global(es)» signifie que les émissions de GES, telles qu'elles sont calculées, correspondent à la somme pondérée des émissions de CO₂, CH₄, N₂O, HFC, PFC et SF₆; cette somme est obtenue en appliquant les potentiels de réchauffement de la planète approuvés au titre de la Convention (1 pour le CO₂, 21 pour le CH₄, 310 pour le N₂O, ainsi que des valeurs spécifiques pour les différents HFC et PFC et pour le SF₆).

II. Situation en ce qui concerne la notification des inventaires

A. Inventaires soumis en 2006

5. Dans les directives FCCC pour la notification des inventaires annuels, il est demandé aux Parties visées à l'annexe I de soumettre chaque année un rapport national d'inventaire (NIR) et les tableaux du cadre commun de présentation (CRF) reprenant toutes les données depuis l'année de référence jusqu'à l'avant-dernière année précédant l'année de soumission⁴, c'est-à-dire les données de 1990 à 2004 dans le cas de l'inventaire soumis cette année. Le tableau 1 fait le point de la situation en ce qui concerne la notification des inventaires en 2006. Il montre que les Parties visées à l'annexe I ont toutes soumis leur inventaire (25 l'ont fait avant la date limite fixée au 15 avril). La Turquie a, pour la première fois⁵, fait parvenir un inventaire des GES et la Fédération de Russie a, pour la première fois, présenté⁶ un inventaire des GES en application de la décision 3/CP.5.

Tableau 1. Inventaires de gaz à effet de serre soumis par les Parties visées à l'annexe I en 2006

Parties	Date de soumission du CRF ^a	Mode de communication du CRF ^b	Années ^c	Soumission du NIR	Communication de données concernant le secteur UTCATF
Allemagne	3 mars 2006	CRF-A	1990-2004	✓	✓
Australie	24 mai 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Autriche	13 avril 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Bélarus	14 avril 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Belgique	14 avril 2006	CRF-A	1990-2004	✓	✓
Bulgarie	18 avril 2006	CRF-A/CRF-R ^d	1988, 1990-2004	✓	✓
Canada	11 mai 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Communauté européenne	15 avril 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Croatie	31 août 2006	CRF-R	1990-2004	–	✓
Danemark	12 avril 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Espagne	12 avril 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Estonie	12 avril 2006	CRF-A	1990-2004	✓	✓ ^e
États-Unis d'Amérique	5 avril 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Fédération de Russie	9 octobre 2006 ^f	CRF-R	1990-2004	–	✓
Finlande	6 avril 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
France	15 février 2006	CRF-A/CRF-R ^d	1990-2004	✓	✓
Grèce	16 avril 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓

⁴ «Directives pour l'établissement des communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention, première partie: directives FCCC pour la notification des inventaires annuels» (FCCC/SBSTA/2006/9).

⁵ La Turquie a ratifié la Convention le 24 février 2004. Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I.

⁶ La Fédération de Russie a communiqué des données d'inventaire de façon informelle; la procédure d'approbation officielle de ces données au niveau national est toujours en cours.

Parties	Date de soumission du CRF ^a	Mode de communication du CRF ^b	Années ^c	Soumission du NIR	Communication de données concernant le secteur UTCATF
Hongrie	<i>19 avril 2006</i>	CRF-R	1985-1987, 1985-2004	✓	✓
Irlande	13 avril 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Islande	26 juillet 2006	CRF-A	1990-2004	–	✓
Italie	<i>18 avril 2006</i>	CRF-A	1990-2004	✓	✓
Japon	<i>25 mai 2006</i>	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Lettonie	13 avril 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Liechtenstein	30 mai 2006	CRF-R	1990, 2004	✓	✓ ^e
Lituanie	15 avril 2006	CRF-R	2004	✓	✓ ^e
Luxembourg	6 février 2006	CRF-A	1990-2004	✓	–
Monaco	16 juin 2006	CRF-A	1990-2004	✓	✓
Norvège	<i>27 mai 2006</i>	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Nouvelle-Zélande	13 avril 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Pays-Bas	14 avril 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Pologne	15 avril 2006	CRF-R	2004	✓	✓ ^e
Portugal	13 avril 2006	CRF-A	1990-2004	✓	✓
République tchèque	13 avril 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Roumanie	<i>5 mai 2006</i>	CRF-R	1989-2004	✓	✓
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	13 avril 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Slovaquie	13 avril 2006	CRF-R	1990, 2000-2004	✓	✓
Slovénie	<i>26 avril 2006</i>	CRF-R	1986, 1990-2004	–	✓ ^e
Suède	13 avril 2006	CRF-R	1990-2004	✓	✓
Suisse	13 avril 2006	CRF-A	1990-2004	✓	✓ ^e
Turquie	14 avril 2006	CRF-A	1990-2004	✓	–
Ukraine	<i>26 mai 2006</i>	CRF-R	1990-2004	✓	✓

^a Date à laquelle les données du cadre commun de présentation (CRF) ont été communiquées; la date de soumission du rapport national d'inventaire (NIR) peut être différente. Lorsque les données ont été reçues après le 15 avril 2006, la date est en italique; lorsqu'elles ont été reçues après le 27 mai (soit plus de six semaines après la date limite), la date est en caractères gras.

^b La mention CRF-R signifie que la Partie a communiqué son inventaire au moyen du logiciel de notification CRF; la mention CRF-A signifie que, pour ce faire, elle a utilisé l'application CRF.

^c Il s'agit des années pour lesquelles la Partie a soumis en 2006 des tableaux du CRF complets; quelques Parties ont fourni des informations sur les émissions au cours de la période 1990-2004 dans les tableaux du CRF retraçant l'évolution des émissions mais n'ont pas soumis en 2006 des tableaux complets pour certaines années.

^d L'inventaire a été communiqué initialement au moyen de l'application du CRF mais une nouvelle version a ensuite été soumise au moyen du logiciel de notification du CRF.

^e Des données n'ont pas été communiquées pour toutes les années de la période 1990-2004.

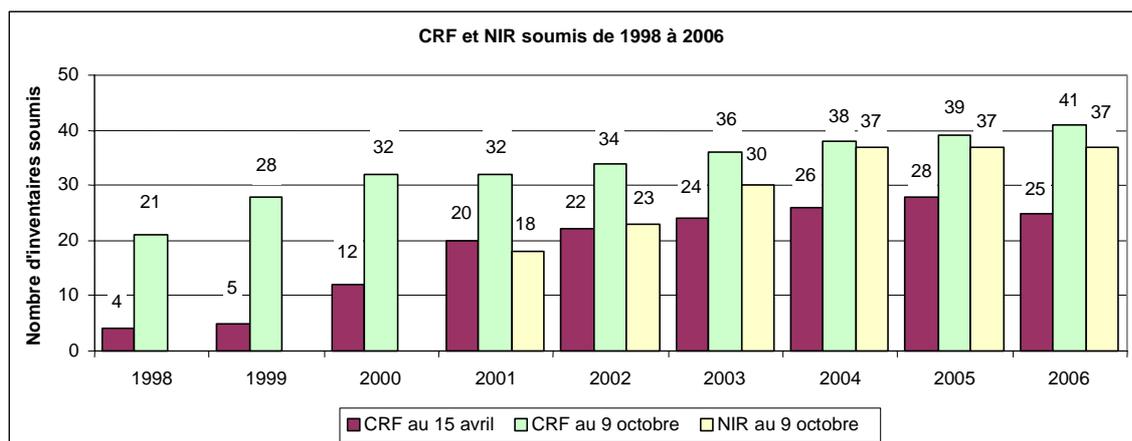
^f Données de l'inventaire national communiquées à titre informel.

B. Questions relatives à la notification des inventaires

1. Exhaustivité des données communiquées et respect des délais

6. La figure 1 montre le nombre d'inventaires qui ont été soumis depuis 1998. On s'aperçoit que, pour la première fois, en 2006 les 41 Parties visées à l'annexe I ont toutes présenté leur inventaire. Vingt-cinq inventaires sont parvenus au secrétariat avant la date limite fixée au 15 avril et 37 comprenaient un NIR.

Figure 1. Inventaires de gaz à effet de serre soumis par les Parties visées à l'annexe I, 1998-2006



Note: CRF = Cadre commun de présentation; NIR = Rapport national d'inventaire.

7. Il ressort du tableau 1 que 37 Parties ont fourni des tableaux du CRF complets pour toutes les années de la période allant de 1990⁷ à 2004, ce qui traduit un nouveau progrès sur le plan de l'exhaustivité des inventaires notifiés (en 2005, 29 Parties avaient fourni des tableaux complets pour toutes les années). Après avoir fait parvenir au secrétariat une première version de leur inventaire, 20 Parties en ont soumis une version révisée afin d'améliorer les estimations des GES initialement communiquées.

8. Quelques Parties peinent encore à soumettre un inventaire annuel complet des GES dans les délais. Cinq (la Croatie, la Fédération de Russie, l'Islande, le Liechtenstein et Monaco) ont fait parvenir les tableaux du CRF avec plus de six semaines de retard et sept (l'Espagne, l'Italie, le Liechtenstein, la Lituanie, Monaco, la Slovaquie et la Turquie) ont soumis leur NIR plus de six semaines également après la date limite. Au moment de l'établissement du présent document, quatre Parties (la Croatie, la Fédération de Russie, l'Islande et la Slovénie) n'avaient pas présenté leur NIR. Parmi les Parties qui ont soumis leur inventaire, trois (le Liechtenstein, la Lituanie et la Pologne) n'ont pas fourni de données pour certaines années.

⁷ Les Parties qui sont autorisées à utiliser une année de référence autre que 1990 ont également communiqué des données pour leurs années de référence respectives telles qu'elles sont prévues dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 de la Conférence des Parties. Ces Parties et les années de référence correspondantes sont les suivantes: Bulgarie (1988), Hongrie (moyenne des années 1985 à 1987), Pologne (1988), Roumanie (1989) et Slovénie (1986).

2. Communication de données concernant le secteur UTCATF

9. La Conférence des Parties a décidé en 2003 (décision 13/CP.9) que les Parties visées à l'annexe I devraient utiliser le *Guide des bonnes pratiques pour l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie* du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour établir en application de la Convention les inventaires annuels attendus à partir de 2005⁸.

10. La communication de données concernant le secteur UTCATF s'est sensiblement améliorée en 2006. Alors qu'en 2005 elles n'étaient que 20 dans ce cas, cette année 39 Parties (soit toutes les Parties qui ont soumis leur inventaire à l'exception du Luxembourg et de la Turquie) ont fourni des données concernant ce secteur. Toutefois, certaines d'entre elles (l'Estonie, le Liechtenstein, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie et la Suisse) n'ont pas communiqué de données pour toutes les années (tableau 1).

3. Utilisation du logiciel de notification du CRF

11. La Conférence des Parties, par sa décision 18/CP.8, a prié le secrétariat d'élaborer un nouveau logiciel à utiliser aux fins de notification selon le CRF dans le but de faciliter la présentation des inventaires par les Parties. L'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) a invité les Parties visées à l'annexe I à utiliser le nouveau logiciel du CRF (logiciel de notification CRF) pour communiquer les inventaires attendus en 2005. La même année, la Conférence des Parties a décidé (décision 7/CP.11) que les Parties visées à l'annexe I utiliseraient le logiciel de notification CRF pour la soumission de leur inventaire annuel de GES dû à partir d'avril 2006.

12. Le nombre de Parties visées à l'annexe I qui utilisent le logiciel de notification CRF a beaucoup augmenté en 2006, passant de 4 seulement en 2005 à 31. Les améliorations que le secrétariat s'efforce en permanence d'apporter au logiciel devraient faciliter une utilisation encore plus large de cet outil, le but étant de parvenir à ce que tous les inventaires soient communiqués au moyen du logiciel de notification CRF comme prévu dans la décision 7/CP.11.

C. Nouveaux calculs

13. Les inventaires soumis en 2006 confirment que les Parties continuent de recalculer leurs estimations des émissions, lorsqu'il y a lieu, afin d'en améliorer la qualité. Cette année, 34 Parties ont ainsi procédé à de nouveaux calculs suite à la modification de données d'activité ou de coefficients d'émission ou à un changement de méthodologie (tableau 2).

14. De nombreuses Parties ont recalculé les valeurs pour tous les GES et tous les secteurs et, en règle générale, pour toutes les années afin de préserver la cohérence des séries temporelles. L'impact de ces nouveaux calculs sur les estimations des émissions de GES a été très variable – négligeable dans certains cas, il a été notable dans d'autres. Par exemple, pour 21 Parties l'écart entre le total recalculé des émissions globales de GES de l'année de référence hors secteur UTCATF et le total calculé initialement a été inférieur à 2 % mais pour sept autres Parties cet écart a été supérieur à 5 % (tableau 2).

⁸ En vertu de la décision 13/CP.9, l'année 2005 a été une période d'essai pour la notification des données concernant le secteur UTCATF.

Tableau 2. Inventaires recalculés par les Parties visées à l'annexe I en 2006

Parties	Nouveaux calculs effectués en 2006	Impact sur les estimations des émissions de GES de l'année de référence hors secteur UTCATF (%)	Parties	Nouveaux calculs effectués en 2006	Impact sur les estimations des émissions de GES de l'année de référence hors secteur UTCATF (%)
Allemagne	✓	-1,40 ^a	Japon	✓	-11,69
Australie	✓	1,24	Lettonie	✓	2,14
Autriche	✓	0,43	Liechtenstein	✓	106,99
Bélarus	✓	-2,55	Lituanie	–	–
Belgique	✓	0,07	Luxembourg	–	–
Bulgarie	✓	-4,38	Monaco	–	–
Canada	✓	0,51	Norvège	✓	1,45
Communauté européenne	✓	6,57	Nouvelle-Zélande	✓	0,60
Croatie	✓	19,10	Pays-Bas	✓	0,46
Danemark	✓	-1,09	Pologne	–	–
Espagne	✓	1,13	Portugal	✓	0,98
Estonie	–	–	République tchèque	✓	2,48
États-Unis d'Amérique	✓	17,49	Roumanie	✓	-1,07
Fédération de Russie	–	–	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	✓	1,04 ^a
Finlande	✓	1,02	Slovaquie	✓	–
France	✓	-0,19	Slovénie	✓	0,17
Grèce	✓	-0,62	Suède	✓	0,21
Hongrie	✓	0,75	Suisse	✓	0,72
Irlande	✓	3,38	Turquie	–	–
Islande	✓	10,62	Ukraine	✓	-6,75
Italie	✓	1,65			

Note 1: Les informations présentées dans ce tableau sont tirées des derniers inventaires soumis.

Note 2: Il n'est pas question dans le tableau des valeurs recalculées pour le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF) ni de l'impact de ces nouveaux calculs sur les estimations des émissions de GES, secteur UTCATF compris, car, en 2006, pour communiquer leurs données concernant le secteur UTCATF, beaucoup de Parties ont renoncé aux tableaux Excel et utiliser ceux prévus pour le secteur en question dans le logiciel de notification CRF et de ce fait les nouveaux calculs n'ont pas été pleinement reflétés dans les tableaux correspondants.

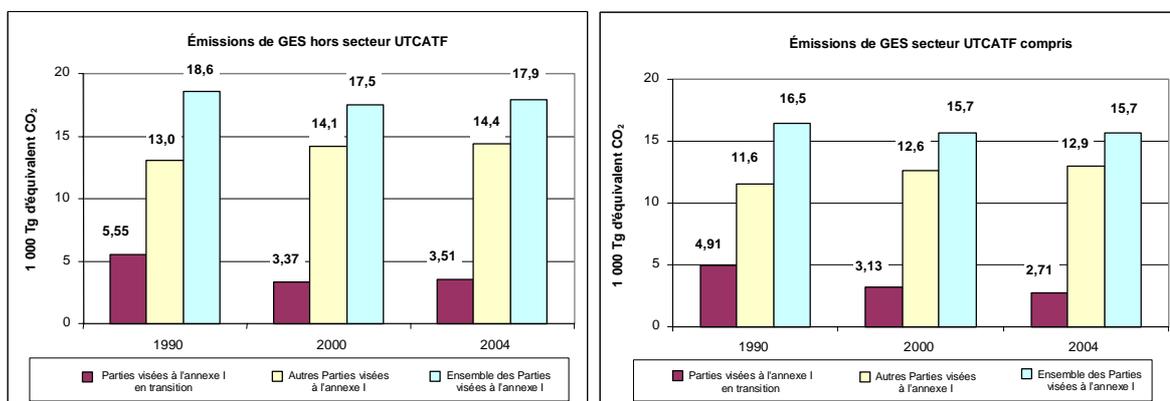
^a Cette Partie n'a pas chiffré l'impact des nouveaux calculs effectués sur les estimations des émissions de l'année de référence mais a communiqué les données recalculées.

III. Aperçu de l'évolution des émissions et de leurs sources dans les Parties visées à l'annexe I de la Convention

A. Total des émissions globales de gaz à effet de serre

15. De 1990⁹ à 2004, les émissions globales de GES – non compté les émissions/absorptions du secteur UTCATF – de l'ensemble des Parties visées à l'annexe I ont diminué au total de 3,3 %, passant de 18 600 à 17 900 Tg¹⁰ d'équivalent CO₂ (fig. 2 et 3)¹¹. Secteur UTCATF compris, les émissions globales de GES ont reculé de 4,9 %, passant de 16 500 à 15 700 Tg d'équivalent CO₂. Depuis 2000, les émissions ont augmenté quelque peu hors secteur UTCATF et ont diminué légèrement, secteur UTCATF compris.

Figure 2. Émissions de GES des Parties visées à l'annexe I, 1990, 2000 et 2004

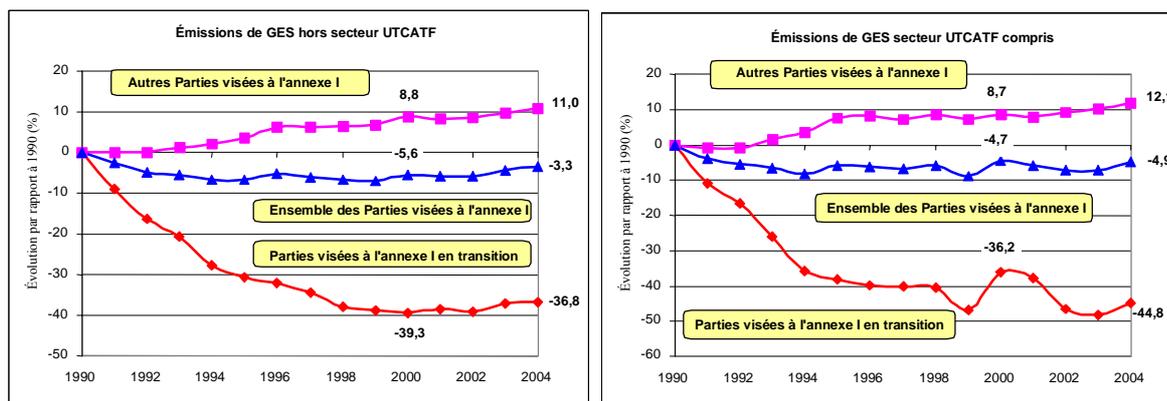


Note: Pour les émissions de gaz à effet de serre (GES), secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF) compris, les estimations concernant l'Estonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Pologne, la Slovénie, la Suisse et la Turquie n'ont pas été prises en compte, certaines données relatives au secteur UTCATF pour la période 1990-2004 étant non disponibles ou incomplètes.

⁹ Sauf indication contraire, dans le présent document, pour calculer les sommes et les totaux, ce sont les données de l'année de référence (retenue comme suite aux décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 de la Conférence des Parties) et non celles de 1990 qui sont utilisées dans le cas des pays suivants: Bulgarie (1988), Hongrie (moyenne des années 1985 à 1987), Pologne (1988), Roumanie (1989) et Slovénie (1986).

¹⁰ Un teragramme (Tg) représente 1 million de tonnes; 1 000 Tg représentent 1 milliard de tonnes.

¹¹ Dans ces figures comme dans les autres, les données manquantes pour certaines Parties et certaines années ont été obtenues par interpolation; mais cela n'a pas modifié sensiblement les totaux ni les évolutions constatées.

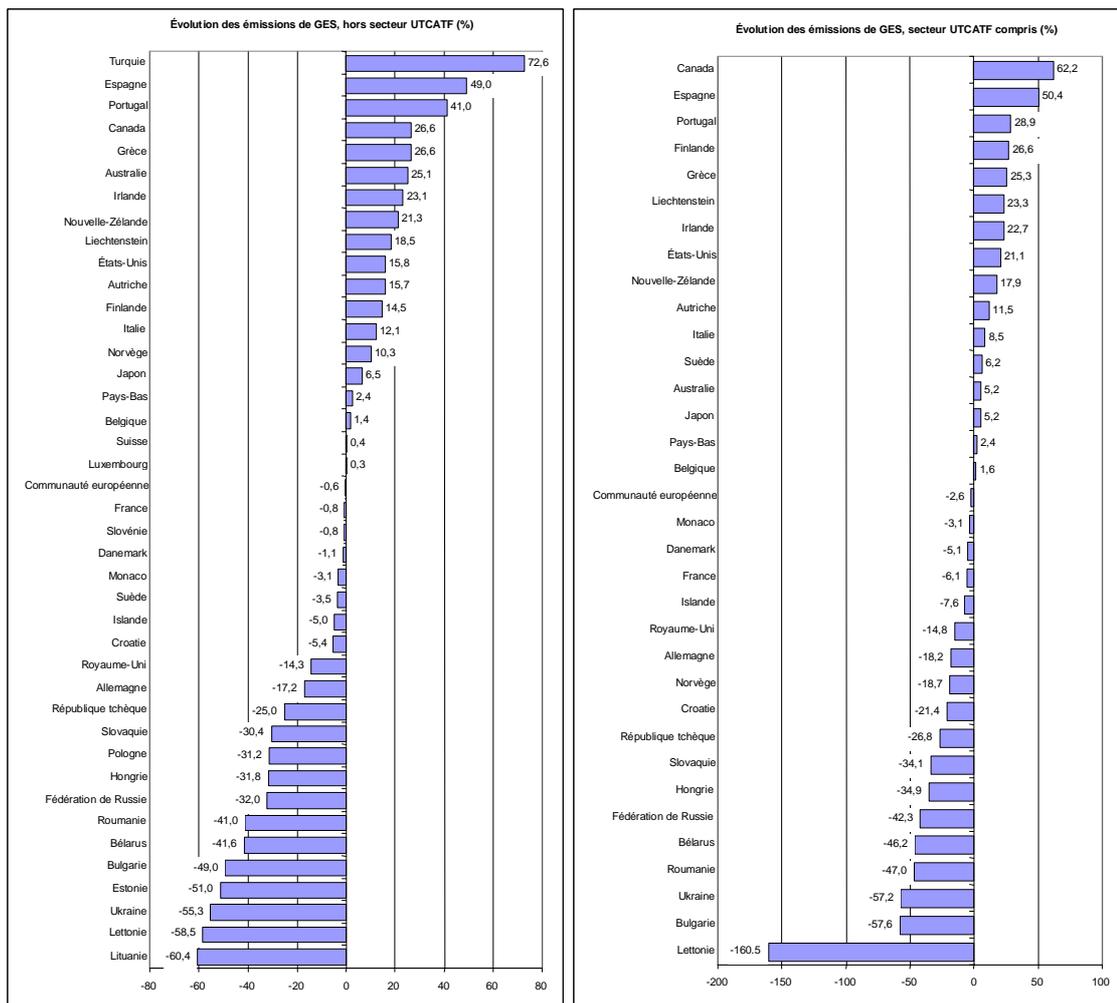
Figure 3. Évolution des émissions de GES des Parties visées à l'annexe I, 1990-2004

Note: Pour les émissions de gaz à effet de serre (GES), secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF) compris, les estimations concernant l'Estonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Pologne, la Slovénie, la Suisse et la Turquie n'ont pas été prises en compte, certaines données relatives au secteur UTCATF pour la période 1990-2004 étant non disponibles ou incomplètes.

16. Dans le cas des Parties visées à l'annexe I qui sont en transition (Parties en transition), le total des émissions globales de GES, hors secteur UTCATF, a diminué, passant de 5 550 Tg d'équivalent CO₂ en 1990 à 3 510 Tg d'équivalent CO₂ en 2004 – soit une baisse de 36,8 % (et de 44,8 % secteur UTCATF compris). Dans le cas des autres Parties visées à l'annexe I, le total des émissions globales de GES, hors secteur UTCATF, a augmenté, passant de 13 000 Tg d'équivalent CO₂ en 1990 à 14 400 Tg d'équivalent CO₂ en 2004 – soit une progression de 11 % (et de 12,1 % secteur UTCATF compris).

17. Par pays, le total des émissions globales de GES a évolué de façon très différente de 1990 à 2004, reculant de 60,4 % en Lituanie pour progresser de 72,6 % en Turquie, hors secteur UTCATF et chutant de 160,5 % en Lettonie pour s'accroître de 62,2 % au Canada secteur UTCATF compris (fig. 4). Dans l'ensemble, au cours de la période considérée, le total des émissions globales de GES, hors secteur UTCATF a baissé dans 22 Parties visées à l'annexe I, tandis qu'il augmentait dans 19. Quant au total des émissions globales de GES, secteur UTCATF compris, de 1990 à 2004, il a diminué dans 18 Parties visées à l'annexe I et s'est accru dans 16.

Figure 4. Évolution du total des émissions globales de gaz à effet de serre des différentes Parties visées à l'annexe I, 1990-2004

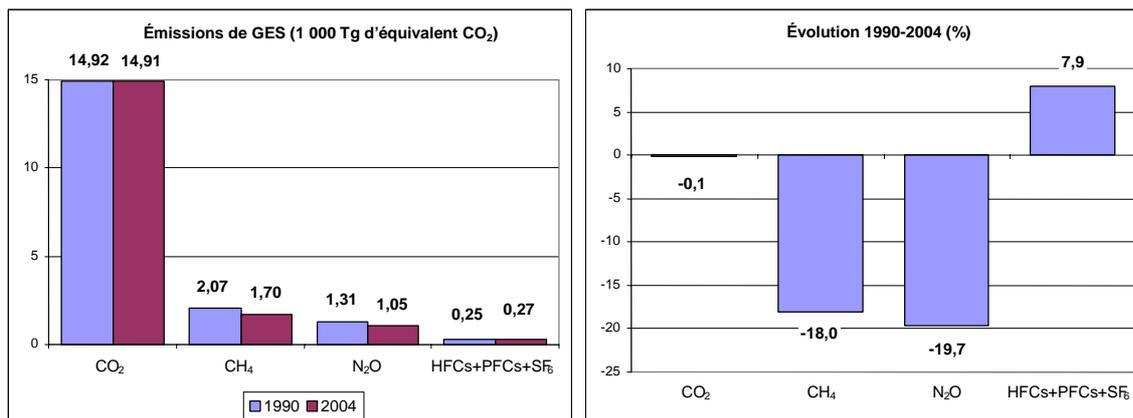


Note: Pour les émissions de gaz à effet de serre (GES), secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF) compris, les estimations concernant l'Estonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Pologne, la Slovénie, la Suisse et la Turquie n'ont pas été prises en compte, certaines données relatives au secteur UTCATF pour la période 1990-2004 étant non disponibles ou incomplètes.

B. Émissions de gaz à effet de serre par gaz

18. La figure 5 montre l'évolution du total des émissions (hors secteur UTCATF) de différents GES des Parties visées à l'annexe I de 1990 à 2004. Au cours de cette période, les émissions de CO₂ ont diminué de 0,1 % tandis que celles de CH₄ et de N₂O reculaient de 18 et 19,7 %, respectivement. Les émissions de HFC, PFC et SF₆ considérées globalement se sont accrues de 7,9 % (en raison surtout de la progression des émissions de HFC).

Figure 5. Émissions de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I par gaz, 1990 et 2004

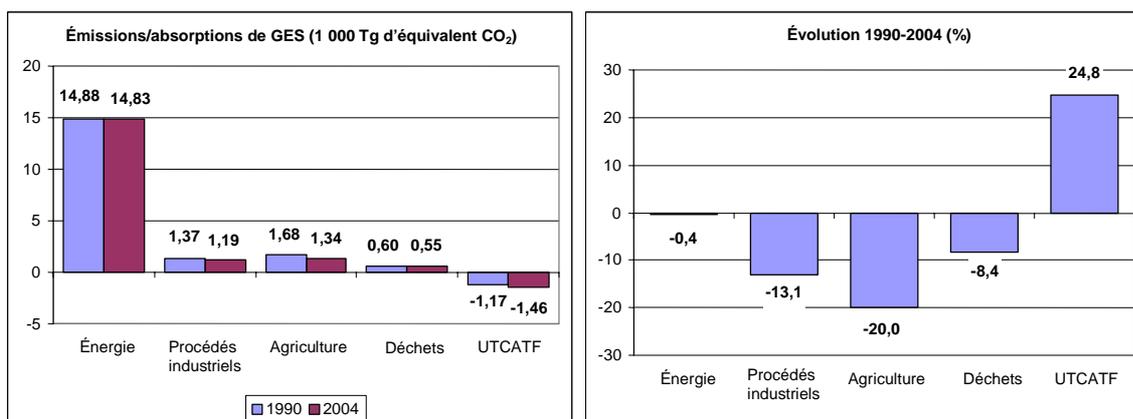


Note: HFC = hydrofluorocarbones; PFC = hydrocarbures perfluorés; SF₆ = hexafluorure de soufre.

C. Émissions de gaz à effet de serre par secteur

19. La figure 6 montre l'évolution des émissions globales de GES des Parties visées à l'annexe I par secteur. Pour toutes les Parties visées à l'annexe I prises ensemble, de 1990 à 2004, les émissions sectorielles ont baissé, les plus fortes baisses concernant l'agriculture (-20 %) et les procédés industriels (-13,1 %). C'est dans le secteur de l'énergie que la diminution a été la plus faible (-0,4 %). Les absorptions nettes de GES dans le secteur UTCATF se sont accrues de 24,8 %.

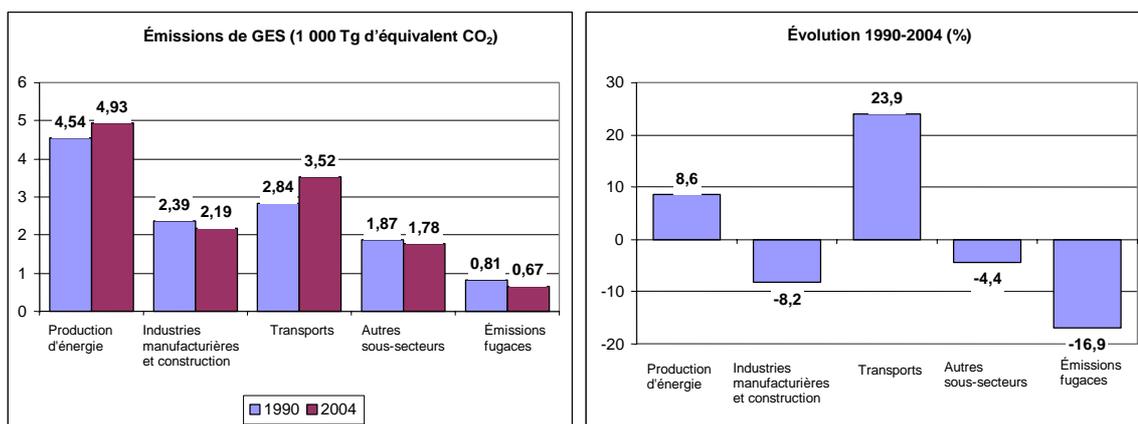
Figure 6. Émissions/absorptions de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I par secteur, 1990 et 2004



Note: UTCATF: Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.

20. Dans le secteur de l'énergie (fig. 7), les émissions ont augmenté dans le sous-secteur de la production d'énergie et dans les transports, alors qu'elles ont diminué dans les industries manufacturières et la construction ainsi que dans les autres sous-secteurs, les émissions fugaces étant également en recul. La plus forte progression a été enregistrée dans les transports où les émissions se sont accrues de 23,9 % de 1990 à 2004; la plus forte baisse concerne les émissions fugaces qui, au cours de la même période, ont diminué de 16,9 %.

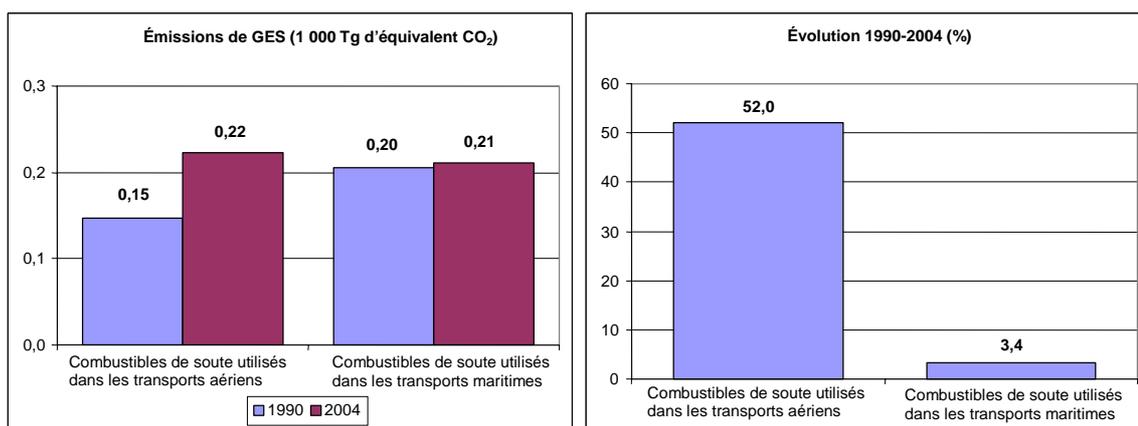
Figure 7. Émissions de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I dans le secteur de l'énergie, 1990 et 2004



Note: À l'exception de celles relatives aux émissions fugaces, les données concernant la Fédération de Russie ne sont pas prises en compte ici car, pour les émissions des sous-secteurs du secteur de l'énergie, ce pays a utilisé dans les tableaux des mentions types.

21. De 1990 à 2004, les émissions de GES provenant des combustibles vendus pour être utilisés dans les transports aériens internationaux se sont accrues de 52 % (fig. 8). Les émissions provenant des combustibles vendus pour être utilisés dans les transports maritimes internationaux ont progressé de 3,4 % au cours de la même période.

Figure 8. Émissions de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I provenant des combustibles de soute, 1990 et 2004



Note 1: Dans le cas des combustibles de soute utilisés dans les transports aériens, les données concernant l'Estonie, la Fédération de Russie, le Liechtenstein, la Lituanie, Monaco, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Turquie et l'Ukraine n'ont pas été prises en compte soit parce qu'elles étaient non disponibles ou incomplètes, soit parce que, pour les émissions de certaines années de la période 1990-2004, ces pays ont utilisé dans les tableaux des mentions types.

Note 2: Dans le cas des combustibles de soute utilisés dans les transports maritimes, les données concernant l'Estonie, la Fédération de Russie, la Lituanie, le Luxembourg, la Pologne, la Roumanie et la Turquie n'ont pas été prises en compte soit parce qu'elles étaient non disponibles ou incomplètes, soit parce que, pour les émissions de certaines années de la période 1990-2004, ces pays ont utilisé dans les tableaux des mentions types.

**D. Comparaison des estimations des émissions présentées
dans le rapport de 2005 et dans le rapport de 2006**

22. En 2005, le secrétariat de la Convention a publié un rapport analogue sur les données relatives aux émissions de GES sur la base des inventaires de GES soumis cette année-là. Par souci de transparence, dans le tableau 3, les estimations concernant le total des émissions globales de GES, hors secteur UTCATF, en 1990, présentées dans le rapport susmentionné (FCCC/SBI/2005/17) sont comparées aux estimations correspondantes figurant dans le présent rapport. Cette comparaison montre que si les estimations ont changé, il y a à cela de bonnes raisons.

Tableau 3. Comparaison des estimations 2005 et 2006 concernant le total des émissions globales de GES, hors secteur UTCATF, des Parties visées à l'annexe I en 1990

	Présent document (FCCC/SBI/2006/26)	Document de 2005 (FCCC/SBI/2005/17)	Explication de la différence entre les estimations de 2006 et celles de 2005
<i>Total des émissions globales de GES, hors secteur UTCATF, en 1990 (1 000 Tg d'équivalent CO₂)</i>			
Ensemble des Parties visées à l'annexe I	18,6	18,4	Résultante de plusieurs modifications concernant les Parties en transition et les autres Parties; voir les explications pertinentes ci-dessous.
Parties en transition	5,55	5,68	Données d'inventaire recalculées en particulier pour le Bélarus, la Bulgarie, la Croatie, la Fédération de Russie et l'Ukraine
Autres Parties	13,0	12,7	Inclusion dans l'ensemble de données de 2006 de celles concernant la Turquie (environ 0,17 mille Tg d'équivalent CO ₂ en 1990); données d'inventaire recalculées en particulier pour l'Irlande, le Japon et le Royaume-Uni.
<i>Évolution du total des émissions globales de GES, hors secteur UTCATF, de 1990 à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles (%)</i>			
Ensemble des Parties visées à l'annexe I	-3,3	-5,9	Résultante de plusieurs modifications concernant les Parties en transition et les autres Parties; voir les explications pertinentes ci-dessous.
Parties en transition	-36,8	-39,6	Données d'inventaire recalculées, en particulier pour la Fédération de Russie et l'Ukraine; dans le cas de la Fédération de Russie, différence entre les valeurs extrapolées (en 2005) et les valeurs réelles (en 2006) pour la dernière année considérée.
Autres Parties	11,0	9,2	Inclusion dans l'ensemble de données de 2006 de celles concernant la Turquie (où, de 1990 à 2004, la croissance des émissions a été plus forte que dans les autres Parties qui ne sont pas en transition); augmentation des émissions de 2003 à 2004 dans certaines Parties (par exemple en Espagne et aux États-Unis).

Note: Seules sont indiquées ici les principales raisons de la différence observée. Le volume des émissions étant déterminé par de nombreux paramètres, il n'est pas possible d'énumérer ici toutes les raisons qui peuvent expliquer cette différence.

E. Données relatives aux émissions des différentes Parties visées à l'annexe I

23. On trouvera dans les tableaux 4 à 15 des données détaillées sur les émissions de GES des différentes Parties visées à l'annexe I. Le total des émissions globales de GES d'origine anthropique, compte tenu et abstraction faite des émissions/absorptions du secteur UTCATF, est présenté, Partie par Partie, dans les tableaux 4 et 5; les tableaux 6 à 12 fournissent des données sur les émissions de CO₂, CH₄, N₂O (compte tenu et abstraction faite des émissions/absorptions du secteur UTCATF) et sur les émissions de HFC, PFC et SF₆ prises ensemble; enfin les tableaux 13 à 15 rendent compte des émissions/absorptions nettes de GES du secteur UTCATF. La présence d'espaces laissés en blanc dans les tableaux indique soit que les données correspondantes n'étaient pas disponibles au moment de l'établissement du présent document, soit que, pour les émissions considérées, les Parties ont utilisé l'une des différentes mentions types pertinentes, à savoir «NÉANT», «NE» (non estimées), «SO» (sans objet), «IA» (incluses ailleurs) ou «C» (confidentielles).

24. Les variations des émissions au cours de la période 1990-2004 ont été calculées à partir des valeurs exactes (et non des valeurs arrondies) et elles peuvent donc différer du ratio calculé sur la base des chiffres arrondis, présentés dans les tableaux.

25. Pour les tableaux récapitulant les émissions de GES, hors secteur UTCATF, il convient de noter que les totaux nationaux dont sont déduites les émissions et absorptions du secteur UTCATF ne comprennent pas les émissions et absorptions liées aux variations des stocks de carbone et aux autres sources d'émission relevant du secteur UTCATF. Pour les Parties qui, en 2006, n'ont pas communiqué de données pour le secteur UTCATF ou ont communiqué des données incomplètes, les données relatives aux émissions, secteur UTCATF compris, ont été omises des tableaux (soit pour l'ensemble de la période allant de 1990 à 2004, soit uniquement pour les années pour lesquelles les données concernant le secteur UTCATF n'étaient pas disponibles).

26. Le présent rapport ne devant pas dépasser un certain nombre de pages, les données sont présentées uniquement pour 1990, 1995 et 2000-2004. Pour obtenir des données plus détaillées sur l'ensemble de la période 1990-2004, notamment des données ventilées par gaz et par secteur, le lecteur est invité à consulter la page consacrée aux GES sur le site Web de la Convention à l'adresse suivante <http://unfccc.int>¹².

¹² Les données figurant dans les inventaires nationaux de GES soumis par les différentes Parties visées à l'annexe I peuvent être consultées à l'adresse suivante: http://unfccc.int/national_reports/annex_i_ghg_inventories/national_inventories_submissions/items/3734.php.

Tableau 4. Total des émissions globales d'origine anthropique de CO₂, CH₄, N₂O, HFC, PFC et SF₆, abstraction faite des émissions/absorptions du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, 1990, 1995 et 2000-2004

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Allemagne	1 226 296	1 094 740	1 022 798	1 034 912	1 018 644	1 024 377	1 015 273	-17,2
Australie	423 074	450 243	504 196	517 407	520 073	520 199	529 230	25,1
Autriche	78 944	80 218	81 263	85 130	86 843	92 511	91 299	15,7
Bélarus*	127 361	72 938	69 788	68 172	68 145	69 815	74 364	-41,6
Belgique	145 766	152 339	147 411	146 841	145 090	147 530	147 873	1,4
Bulgarie ^a	132 303	83 022	64 254	64 852	62 119	67 731	67 511	-49,0
Canada	598 911	648 685	725 048	718 819	725 547	753 751	758 067	26,6
Communauté européenne ^b	4 252 461	4 144 433	4 129 317	4 174 119	4 155 328	4 216 469	4 228 006	-0,6
Croatie*	31 124	21 913	25 268	26 424	27 609	29 192	29 432	-5,4
Danemark	70 416	77 423	69 585	71 152	70 330	75 541	69 620	-1,1
Espagne	287 152	317 941	384 246	384 552	402 060	408 169	427 905	49,0
Estonie*	43 491	22 287	19 662	19 416	19 524	21 387	21 322	-51,0
États-Unis d'Amérique	6 103 283	6 477 148	6 975 929	6 886 890	6 909 407	6 952 561	7 067 570	15,8
Fédération de Russie*	2 974 863	2 173 890	1 944 767	1 974 872	1 961 415	2 021 587	2 024 229	-32,0
Finlande	71 093	71 470	69 965	75 366	77 505	85 660	81 435	14,5
France	567 094	561 765	561 436	561 660	556 084	561 093	562 635	-0,8
Grèce	108 742	113 195	131 756	133 288	133 017	137 284	137 633	26,6
Hongrie ^a	123 145	84 360	81 875	84 546	81 556	84 334	83 924	-31,8
Irlande	55 614	58 923	68 729	70 550	68 985	68 361	68 460	23,1
Islande	3 277	3 080	3 545	3 515	3 536	3 459	3 112	-5,0
Italie	519 600	532 642	554 611	561 290	561 790	577 411	582 520	12,1
Japon	1 272 095	1 342 084	1 345 531	1 320 588	1 352 996	1 358 324	1 355 175	6,5
Lettonie*	25 893	12 184	9 929	10 660	10 581	10 705	10 746	-58,5
Liechtenstein	229					264	271	18,5
Lituanie*	50 934			20 356	19 588	17 224	20 193	-60,4
Luxembourg	12 688	9 977	9 688	9 966	10 964	11 433	12 722	0,3
Monaco	108	115	117	119	117	111	104	-3,1
Norvège	49 792	49 895	53 500	54 730	53 469	54 332	54 931	10,3
Nouvelle-Zélande	61 893	64 535	70 315	73 065	73 618	75 606	75 088	21,3

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Pays-Bas	212 963	225 070	214 433	216 206	214 932	215 697	218 086	2,4
Pologne ^{*a}	564 408	417 349	386 181	382 787	370 239	382 639	388 063	-31,2
Portugal	59 954	71 263	82 178	83 728	88 198	83 682	84 546	41,0
République tchèque [*]	196 205	154 463	149 165	149 497	144 090	147 583	147 111	-25,0
Roumanie ^{*a}	262 281	176 670	131 842	136 569	142 672	148 622	154 626	-41,0
Royaume-Uni	776 142	714 321	672 195	679 700	659 243	664 471	665 330	-14,3
Slovaquie [*]	73 360	53 347	49 378	52 499	50 516	51 091	51 025	-30,4
Slovénie ^{*a}	20 220	18 543	18 822	19 746	19 939	19 666	20 059	-0,8
Suède	72 361	73 894	68 389	69 067	70 073	70 907	69 854	-3,5
Suisse	52 826	51 029	51 655	52 506	51 493	52 529	53 019	0,4
Turquie ^{**}	170 187	220 864	278 924	260 963	268 849	284 135	293 810	72,6
Ukraine [*]	925 362	521 149	395 095	398 950	400 479	416 017	413 411	-55,3
<i>Diminution des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								19
<i>Variation des émissions ne dépassant pas 1 % (nombre de Parties)</i>								5
<i>Augmentation des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								17

^a Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé et non le chiffre des émissions de 1990.

^b Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

^{*} Partie en transition vers l'économie de marché (Partie en transition).

^{**} Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 5. Total des émissions globales d'origine anthropique de CO₂, CH₄, N₂O, HFC, PFC et SF₆, compte tenu des émissions/absorptions du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, 1990, 1995 et 2000-2004

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Allemagne	1 198 055	1 063 578	988 866	1 000 206	983 716	988 929	979 442	-18,2
Australie	506 886	470 410	520 757	530 445	537 070	514 585	533 495	5,2
Autriche	66 983	65 806	65 237	66 367	71 718	75 914	74 670	11,5
Bélarus*	116 054	57 509	55 662	53 766	54 848	57 830	62 464	-46,2
Belgique	144 335	150 953	145 860	144 043	142 753	145 813	146 700	1,6
Bulgarie ^a	106 997	62 566	45 447	44 268	40 624	52 868	45 403	-57,6
Canada	517 146	842 979	594 115	597 730	731 670	742 425	838 907	62,2
Communauté européenne ^b	4 047 252	3 904 730	3 875 904	3 892 234	3 863 562	3 937 559	3 941 605	-2,6
Croatie*	16 687	1 378	5 983	8 647	10 813	12 544	13 111	-21,4
Danemark	70 968	75 758	71 227	70 396	68 365	73 600	67 341	-5,1
Espagne	264 125	293 194	354 026	352 792	370 637	377 935	397 362	50,4
Estonie*							13 307	
États-Unis d'Amérique	5 198 588	5 868 408	6 222 796	6 125 140	6 147 158	6 184 290	6 294 315	21,1
Fédération de Russie*	3 165 135	2 034 099	2 310 060	2 224 094	1 784 954	1 659 440	1 825 709	-42,3
Finlande	49 711	56 092	53 673	56 341	58 641	67 815	62 949	26,6
France	543 719	534 185	527 547	521 721	508 864	510 693	510 818	-6,1
Grèce	105 549	108 826	128 797	127 990	127 561	131 755	132 231	25,3
Hongrie ^a	120 408	76 312	78 656	80 093	77 001	79 496	78 405	-34,9
Irlande	55 722	59 129	68 727	70 376	68 793	67 978	68 389	22,7
Islande	5 372	5 113	5 491	5 445	5 447	5 346	4 963	-7,6
Italie	439 879	429 436	454 899	451 133	447 455	466 070	477 412	8,5
Japon	1 197 474	1 260 713	1 260 566	1 235 780	1 267 663	1 263 346	1 260 296	5,2
Lettonie*	5 223	-5 465	-4 181	-3 527	-2 545	-2 930	-3 158	-160,5
Liechtenstein	190						235	23,3
Lituanie*						10 234	24 547	
Luxembourg								
Monaco	108	115	117	119	117	111	104	-3,1
Norvège	35 224	36 071	28 242	27 615	27 224	28 347	28 623	-18,7
Nouvelle-Zélande	42 915	49 450	50 099	52 551	52 374	52 864	50 606	17,9

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Pays-Bas	215 355	227 271	216 850	218 594	217 314	218 071	220 441	2,4
Pologne ^{*a}							361 907	
Portugal	63 484	69 361	78 095	79 831	83 773	91 603	81 804	28,9
République tchèque [*]	194 474	146 694	142 338	142 483	137 984	141 894	142 306	-26,8
Roumanie ^{*a}	226 338	139 215	95 017	98 902	107 542	113 822	119 959	-47,0
Royaume-Uni	779 072	715 367	671 776	679 129	658 145	663 312	663 407	-14,8
Slovaquie [*]	70 972	50 663	46 992	47 291	45 290	46 276	46 795	-34,1
Slovénie ^{*a}		13 526	13 647	14 471	14 443	14 348	14 415	
Suède	50 244	56 816	50 276	52 909	53 565	54 567	53 375	6,2
Suisse	51 047							
Turquie ^{**}								
Ukraine [*]	891 541	478 741	357 059	356 958	363 154	376 803	381 274	-57,2
<i>Diminution des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								18
<i>Variation des émissions ne dépassant pas 1 % (nombre de Parties)</i>								0
<i>Augmentation des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								16

Note: Les valeurs négatives exprimées en Gg correspondent à des absorptions; les valeurs positives exprimées en Gg correspondent à des émissions.

^a Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé et non le chiffre des émissions de 1990.

^b Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

^{*} Partie en transition vers l'économie de marché (Partie en transition).

^{**} Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 6. Total des émissions de CO₂ d'origine anthropique, abstraction faite des émissions/absorptions du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, 1990, 1995 et 2000-2004

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Allemagne	1 030 231	920 155	886 258	899 301	886 480	892 545	885 854	-14,0
Australie	279 384	306 736	351 951	359 603	364 728	372 879	381 803	36,7
Autriche	61 925	63 655	66 178	70 171	71 935	77 553	77 077	24,5
Bélarus*	101 947	56 233	51 911	50 988	51 231	51 396	54 920	-46,1
Belgique	119 081	123 632	123 986	124 110	123 311	126 974	126 907	6,6
Bulgarie**	98 302	64 744	50 176	51 851	49 083	53 795	53 096	-46,0
Canada	460 331	493 437	566 257	559 937	567 463	593 063	593 093	28,8
Communauté européenne ^b	3 357 255	3 283 298	3 355 237	3 420 438	3 415 643	3 484 853	3 505 887	4,4
Croatie*	23 035	16 250	19 417	20 434	21 498	22 883	22 551	-2,1
Danemark	54 045	61 514	54 428	56 077	55 630	60 879	55 395	2,5
Espagne	228 562	255 724	307 673	311 552	330 551	333 837	354 562	55,1
Estonie*	38 107	19 315	16 849	17 083	17 312	19 106	19 232	-49,5
États-Unis d'Amérique	5 005 255	5 325 290	5 864 465	5 795 192	5 815 889	5 877 677	5 987 984	19,6
Fédération de Russie*	2 392 524	1 728 177	1 556 492	1 583 130	1 565 952	1 619 711	1 617 937	-32,4
Finlande	56 745	58 105	57 113	62 563	65 043	73 099	69 115	21,8
France	395 085	392 983	405 647	409 263	404 705	412 091	417 353	5,6
Grèce	84 314	87 426	103 963	106 210	105 905	109 914	110 280	30,8
Hongrie**	85 596	61 655	58 735	60 260	58 623	61 686	59 994	-29,9
Irlande	32 559	34 783	44 241	46 704	45 701	44 519	45 266	39,0
Islande	2 084	2 216	2 582	2 592	2 683	2 626	2 283	9,5
Italie	434 489	445 384	463 311	469 062	470 821	486 126	489 590	12,7
Japon	1 144 130	1 226 390	1 254 619	1 239 275	1 276 772	1 284 376	1 285 814	12,4
Lettonie*	18 598	8 802	6 907	7 410	7 331	7 477	7 485	-59,8
Liechtenstein	201					240	239	18,8
Lituanie*	38 920			13 326	12 704	12 287	13 350	-65,7
Luxembourg	11 995	9 276	8 952	9 227	10 226	10 702	11 997	0,0
Monaco	105	112	113	114	112	107	100	-4,9
Norvège	34 758	37 774	41 531	42 917	42 036	43 550	43 982	26,5
Nouvelle-Zélande	25 373	27 201	31 037	33 042	33 030	34 681	34 039	34,2

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Pays-Bas	159 389	170 625	169 577	175 163	174 910	178 528	180 944	13,5
Pologne ^{*a}	476 625	348 172	314 812	317 844	308 277	319 082	316 700	-33,6
Portugal	43 366	53 131	63 762	65 018	69 250	64 600	65 705	51,5
République tchèque [*]	165 060	132 125	129 017	129 033	124 040	128 075	127 297	-22,9
Roumanie ^{*a}	188 488	132 826	95 621	100 380	107 626	113 050	116 361	-38,3
Royaume-Uni	590 319	549 820	548 045	563 371	547 341	558 938	562 359	-4,7
Slovaquie [*]	60 537	43 841	40 924	43 896	41 945	42 362	42 498	-29,8
Slovénie ^{*a}	16 217	14 908	15 177	16 145	16 212	16 012	16 464	1,5
Suède	56 601	58 206	53 503	54 245	55 401	56 469	55 360	-2,2
Suisse	44 513	43 336	43 918	44 697	43 798	44 894	45 317	1,8
Turquie ^{**}	139 594	171 854	223 806	207 379	216 433	230 987	241 884	73,3
Ukraine [*]	719 367	393 514	296 534	298 875	301 293	320 543	316 942	-55,9
<i>Diminution des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								17
<i>Variation des émissions ne dépassant pas 1 % (nombre de Parties)</i>								1
<i>Augmentation des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								23

^a Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé et non le chiffre des émissions de 1990.

^b Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

^{*} Partie en transition vers l'économie de marché (Partie en transition).

^{**} Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 7. Total des émissions de CO₂ d'origine anthropique, compte tenu des émissions/absorptions du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, 1990, 1995 et 2000-2004

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Allemagne	1 001 616	888 618	851 904	864 173	851 131	856 675	849 602	-15,2
Australie	356 938	323 190	364 979	368 295	374 067	360 341	378 694	6,1
Autriche	49 953	49 232	50 141	51 395	56 799	60 947	60 436	21,0
Bélarus*	90 629	40 791	37 770	36 570	37 906	39 392	43 006	-52,5
Belgique	117 650	122 246	122 436	121 313	120 974	125 257	125 734	6,9
Bulgarie**	72 996	44 287	31 369	31 267	27 588	38 932	30 987	-57,5
Canada	372 936	649 398	433 020	434 912	557 681	568 573	651 956	74,8
Communauté européenne ^b	3 147 251	3 039 463	3 097 511	3 134 853	3 120 253	3 201 867	3 215 255	2,2
Croatie*	8 598	-4 285	131	2 657	4 701	6 235	6 230	-27,5
Danemark	54 597	59 849	56 070	55 321	53 665	58 939	53 115	-2,7
Espagne	205 535	230 977	277 453	279 792	299 128	303 602	324 020	57,6
Estonie*							11 216	
États-Unis d'Amérique	4 094 882	4 710 403	5 104 958	5 027 205	5 047 250	5 102 830	5 207 890	27,2
Fédération de Russie*	2 578 794	1 587 445	1 918 147	1 830 252	1 385 925	1 251 645	1 417 864	-45,0
Finlande	35 305	42 698	40 788	43 501	46 140	55 220	50 602	43,3
France	367 983	362 191	368 775	366 500	354 721	358 980	362 925	-1,4
Grèce	81 065	83 019	100 821	100 886	100 445	104 381	104 866	29,4
Hongrie**	82 827	53 583	55 486	55 779	54 040	56 819	54 447	-34,3
Irlande	32 668	34 988	44 239	46 530	45 509	44 137	45 195	38,3
Islande	3 715	3 784	4 064	4 058	4 128	4 048	3 669	-1,2
Italie	354 575	342 067	363 283	358 845	356 452	374 713	383 670	8,2
Japon	1 069 336	1 144 901	1 169 583	1 154 394	1 191 376	1 189 358	1 190 889	11,4
Lettonie*	-2 094	-8 886	-7 265	-6 815	-5 838	-6 200	-6 456	208,4
Liechtenstein	163						203	24,5
Lituanie*						5 298	17 705	
Luxembourg								
Monaco	105	112	113	114	112	107	100	-4,9
Norvège	20 157	23 934	16 256	15 788	15 773	17 533	17 659	-12,4
Nouvelle-Zélande	6 292	11 970	10 714	12 425	11 688	11 845	9 473	50,6

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Pays-Bas	161 781	172 826	171 993	177 551	177 292	180 902	183 300	13,3
Pologne ^{*a}							290 541	
Portugal	46 727	51 043	59 533	61 024	64 687	71 913	62 842	34,5
République tchèque*	163 281	124 314	122 136	121 960	117 875	122 326	122 427	-25,0
Roumanie ^{*a}	152 544	95 371	58 787	62 711	72 486	78 247	81 693	-46,4
Royaume-Uni	593 235	550 854	547 605	562 774	546 221	557 759	560 418	-5,5
Slovaquie*	58 131	41 145	38 521	38 671	36 702	37 529	38 247	-34,2
Slovénie ^{*a}		9 891	10 001	10 870	10 716	10 694	10 821	
Suède	34 313	40 993	35 213	37 914	38 722	39 958	38 709	12,8
Suisse	42 729							
Turquie ^{**}								
Ukraine*	685 528	351 081	258 490	256 863	263 951	281 319	284 800	-58,5
<i>Diminution des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								16
<i>Variation des émissions ne dépassant pas 1 % (nombre de Parties)</i>								0
<i>Augmentation des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								18

Note: Les valeurs négatives exprimées en Gg correspondent à des absorptions; les valeurs positives exprimées en Gg correspondent à des émissions.

^a Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé et non le chiffre des émissions de 1990.

^b Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

* Partie en transition vers l'économie de marché (Partie en transition).

** Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 8. Total des émissions de CH₄ d'origine anthropique, abstraction faite des émissions/absorptions du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, 1990, 1995 et 2000-2004

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Allemagne	99 795	81 748	64 912	62 084	59 162	56 172	51 443	-48,5
Australie	119 497	120 006	123 514	126 894	124 438	117 982	117 874	-1,4
Autriche	9 171	8 513	7 592	7 470	7 329	7 357	7 407	-19,2
Bélarus*	15 122	11 719	11 479	11 298	11 234	12 126	12 645	-16,4
Belgique	10 825	10 661	9 471	8 960	8 468	8 085	7 916	-26,9
Bulgarie ^a	21 864	12 390	9 035	8 317	8 480	9 358	9 766	-55,3
Canada	81 922	96 257	105 930	107 487	107 319	108 167	110 233	34,6
Communauté européenne ^b	428 461	403 589	358 485	347 223	337 883	327 675	318 596	-25,6
Croatie*	3 233	2 532	2 544	2 690	2 745	2 925	3 015	-6,7
Danemark	5 710	6 044	5 900	6 047	6 005	5 986	5 794	1,5
Espagne	27 467	30 123	34 759	35 516	36 069	36 112	36 633	33,4
Estonie*	4 360	2 561	2 403	1 969	1 898	1 968	1 725	-60,4
États-Unis d'Amérique	618 064	608 945	566 941	560 259	559 804	564 371	556 737	-9,9
Fédération de Russie*	353 092	294 906	267 085	269 552	272 370	281 040	286 041	-19,0
Finlande	6 323	6 098	5 410	5 283	5 078	4 876	4 694	-25,8
France	68 728	69 540	64 377	63 133	61 476	60 148	58 840	-14,4
Grèce	9 119	9 188	8 950	8 562	8 553	8 477	8 412	-7,8
Hongrie ^a	13 355	10 030	10 074	10 331	9 734	9 494	9 136	-31,6
Irlande	13 216	13 659	13 376	13 173	13 147	13 736	13 285	0,5
Islande	413	466	488	490	473	472	469	13,4
Italie	41 522	44 075	45 012	44 313	42 839	42 510	41 823	0,7
Japon	33 382	30 960	26 977	26 181	25 219	24 735	24 424	-26,8
Lettonie*	3 485	2 008	1 742	1 835	1 844	1 748	1 804	-48,2
Liechtenstein	12,9					15,2	13,9	7,7
Lituanie*	7 938			3 172	3 557	3 600	3 251	-59,0
Luxembourg	497	483	479	473	471	471	455	-8,5
Monaco	0,64	0,79	0,79	0,81	0,76	0,68	0,63	-1,1
Norvège	4 762	5 084	4 953	4 959	4 792	4 823	4 801	0,8
Nouvelle-Zélande	25 572	25 836	26 860	27 034	27 051	27 015	27 086	5,9

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Pays-Bas	25 441	23 792	19 251	18 884	17 992	17 547	17 304	-32,0
Pologne ^{*a}	65 944	51 598	45 848	38 816	37 787	37 684	39 025	-40,8
Portugal	11 226	12 352	12 325	12 243	12 537	12 554	12 256	9,2
République tchèque [*]	18 546	13 542	11 483	11 405	11 380	11 054	10 835	-41,6
Roumanie ^{*a}	50 853	30 689	26 774	26 062	26 376	26 569	26 939	-47,0
Royaume-Uni	103 640	90 242	68 505	62 671	59 691	53 603	51 823	-50,0
Slovaquie [*]	6 430	5 182	4 532	4 443	4 556	4 570	4 265	-33,7
Slovénie ^{*a}	2 354	2 107	2 139	2 084	2 154	2 104	2 075	-11,8
Suède	6 673	6 672	6 091	6 072	5 899	5 737	5 753	-13,8
Suisse	4 529	4 080	3 769	3 795	3 705	3 678	3 683	-18,7
Turquie ^{**}	29 336	42 683	49 347	48 721	46 956	47 854	46 367	58,1
Ukraine [*]	151 162	94 340	76 883	76 463	75 766	74 519	74 113	-51,0
<i>Diminution des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								30
<i>Variation des émissions ne dépassant pas 1 % (nombre de Parties)</i>								3
<i>Augmentation des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								8

^a Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé et non le chiffre des émissions de 1990.

^b Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

* Partie en transition vers l'économie de marché (Partie en transition).

** Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 9. Total des émissions de CH₄ d'origine anthropique, compte tenu des émissions/absorptions du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, 1990, 1995 et 2000-2004

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Allemagne								
Australie	124 412	122 922	126 290	130 307	130 453	123 421	123 666	-0,6
Autriche	9 172	8 513	7 592	7 470	7 329	7 357	7 407	-19,2
Bélarus*	15 126	11 725	11 484	11 301	11 250	12 135	12 648	-16,4
Belgique								
Bulgarie ^a								
Canada	85 376	119 886	107 334	109 896	117 113	116 269	123 775	45,0
Communauté européenne ^b	429 703	404 628	359 699	348 150	338 808	329 071	319 418	-25,7
Croatie*								
Danemark								
Espagne	27 467	30 123	34 759	35 516	36 069	36 112	36 633	33,4
Estonie*							1 726	
États-Unis d'Amérique								
Fédération de Russie*	356 725	295 760	270 389	271 459	275 607	286 414	287 451	-19,4
Finlande	6 345	6 112	5 420	5 300	5 095	4 890	4 702	-25,9
France	69 576	70 311	65 165	63 843	62 192	60 875	59 468	-14,5
Grèce	9 169	9 222	9 117	8 585	8 556	8 482	8 423	-8,1
Hongrie ^a	13 385	10 052	10 101	10 356	9 760	9 520	9 162	-31,6
Irlande								
Islande	462	515	537	539	522	521	518	12,0
Italie	41 665	44 103	45 099	44 368	42 870	42 575	41 858	0,5
Japon	33 482	31 031	27 024	26 231	25 262	24 759	24 456	-27,0
Lettonie*	3 504	2 044	1 798	1 870	1 882	1 785	1 837	-47,6
Liechtenstein								
Lituanie*								
Luxembourg								
Monaco								
Norvège	4 779	5 086	4 957	4 960	4 796	4 840	4 803	0,5
Nouvelle-Zélande	25 665	25 970	26 956	27 128	27 140	27 100	27 161	5,8

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Pays-Bas								
Pologne ^{*a}	65 944	51 598	45 848	38 816	37 787	37 684	39 027	-40,8
Portugal	11 379	12 521	12 457	12 330	12 663	13 106	12 366	8,7
République tchèque [*]	18 590	13 580	11 531	11 458	11 434	11 109	10 895	-41,4
Roumanie ^{*a}	50 853	30 690	26 782	26 065	26 384	26 570	26 940	-47,0
Royaume-Uni	103 654	90 254	68 525	62 694	59 711	53 622	51 840	-50,0
Slovaquie [*]	6 444	5 192	4 546	4 457	4 570	4 586	4 282	-33,6
Slovénie ^{*a}								
Suède	6 685	6 684	6 103	6 083	5 911	5 751	5 766	-13,7
Suisse	4 530							
Turquie ^{**}								
Ukraine [*]	151 171	94 355	76 886	76 477	75 777	74 525	74 114	-51,0
<i>Diminution des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								17
<i>Variation des émissions ne dépassant pas 1 % (nombre de Parties)</i>								4
<i>Augmentation des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								5

^a Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé et non le chiffre des émissions de 1990.

^b Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

^{*} Partie en transition vers l'économie de marché (Partie en transition).

^{**} Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 10. Total des émissions de N₂O d'origine anthropique, abstraction faite des émissions/absorptions du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, 1990, 1995 et 2000-2004

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Allemagne	84 408	77 308	59 205	59 930	59 358	62 012	63 861	-24,3
Australie	18 607	20 781	25 428	26 765	26 402	24 448	24 198	30,0
Autriche	6 242	6 575	6 192	6 075	6 069	6 039	5 283	-15,4
Bélarus*	10 293	4 985	6 398	5 885	5 680	6 208	6 718	-34,7
Belgique	12 010	13 071	12 588	12 413	11 886	10 782	11 210	-6,7
Bulgarie**	12 061	5 838	4 911	4 568	4 443	4 434	4 395	-63,6
Canada	45 123	49 295	41 212	39 967	39 786	40 941	43 982	-2,5
Communauté européenne ^b	410 895	390 153	351 793	345 177	337 475	337 404	337 032	-18,0
Croatie*	3 920	3 123	3 284	3 251	3 317	3 221	3 677	-6,2
Danemark	10 616	9 539	8 575	8 328	7 975	7 929	7 628	-28,1
Espagne	27 771	26 508	33 028	31 777	31 076	32 750	31 570	13,7
Estonie*	1 024	410	410	364	314	313	364	-64,4
États-Unis d'Amérique	389 204	448 086	409 834	406 583	401 007	379 500	379 874	-2,4
Fédération de Russie*	214 774	136 304	104 578	105 203	105 770	102 756	101 466	-52,8
Finlande	7 930	7 169	6 867	6 788	6 857	6 976	6 895	-13,1
France	93 253	91 441	79 820	77 456	75 546	73 510	71 200	-23,6
Grèce	14 113	13 073	13 408	13 217	13 169	13 252	13 155	-6,8
Hongrie*	23 844	12 435	12 509	13 368	12 473	12 304	13 889	-41,8
Irlande	9 802	10 279	10 521	10 054	9 566	9 400	9 243	-5,7
Islande	360	339	348	342	308	302	322	-10,5
Italie	41 098	41 420	43 443	43 905	43 410	43 215	44 398	8,0
Japon	32 744	33 547	29 916	26 425	26 028	25 754	25 795	-21,2
Lettonie*	3 810	1 372	1 270	1 403	1 392	1 463	1 436	-62,3
Liechtenstein	14,3					8,6	13,9	-2,8
Lituanie*	4 077			3 844	3 292	1 314	3 554	-12,8
Luxembourg	180	202	211	220	220	214	223	24,1
Monaco	1,6	2,6	3,3	3,4	3,3	3,2	3,1	90,6
Norvège	4 703	4 397	4 524	4 428	4 609	4 436	4 591	-2,4
Nouvelle-Zélande	10 420	11 190	12 100	12 476	12 816	13 071	13 257	27,2

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Pays-Bas	21 219	22 394	19 867	18 844	17 970	17 374	17 748	-16,4
Pologne ^{*a}	21 840	16 734	23 895	23 946	22 633	23 936	30 004	37,4
Portugal	5 360	5 771	5 951	6 295	6 195	6 225	6 227	16,2
République tchèque [*]	12 599	8 720	8 253	8 486	8 198	7 739	8 312	-34,0
Roumanie ^{*a}	19 591	11 380	9 031	9 694	8 223	8 527	10 806	-44,8
Royaume-Uni	68 376	57 055	44 256	42 122	40 473	40 108	40 795	-40,3
Slovaquie [*]	6 122	4 178	3 821	4 053	3 885	3 989	4 073	-33,5
Slovénie ^{*a}	1 363	1 201	1 341	1 339	1 369	1 331	1 284	-5,8
Suède	8 535	8 373	7 880	7 776	7 730	7 653	7 647	-10,4
Suisse	3 541	3 349	3 264	3 233	3 225	3 157	3 156	-10,9
Turquie ^{**}	1 257	6 327	5 740	4 836	5 414	5 252	5 494	336,9
Ukraine [*]	54 630	33 142	21 579	23 516	23 336	20 888	22 276	-59,2
<i>Diminution des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								32
<i>Variation des émissions ne dépassant pas 1 % (nombre de Parties)</i>								0
<i>Augmentation des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								9

^a Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé et non le chiffre des émissions de 1990.

^b Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

^{*} Partie en transition vers l'économie de marché (Partie en transition).

^{**} Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 11. Total des émissions de N₂O d'origine anthropique, compte tenu des émissions/absorptions du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, 1990, 1995 et 2000-2004

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Allemagne	84 783	77 683	59 627	60 352	59 780	62 433	64 282	-24,2
Australie	19 950	21 577	26 186	27 698	28 045	25 933	25 779	29,2
Autriche	6 254	6 586	6 203	6 088	6 080	6 049	5 295	-15,3
Bélarus*	10 299	4 992	6 409	5 895	5 691	6 218	6 727	-34,7
Belgique								
Bulgarie ^a								
Canada	47 298	63 998	42 113	41 493	45 896	46 002	52 416	10,8
Communauté européenne ^b	414 449	393 247	354 892	347 949	340 175	340 084	340 441	-17,9
Croatie*								
Danemark	10 616	9 539	8 575	8 328	7 975	7 929	7 628	-28,1
Espagne								
Estonie*								
États-Unis d'Amérique	394 881	454 233	416 208	412 820	407 397	386 077	386 714	-2,1
Fédération de Russie*	215 143	136 391	104 912	105 396	106 098	103 302	101 608	-52,8
Finlande	7 967	7 185	6 890	6 808	6 878	6 997	6 915	-13,2
France	96 132	93 882	82 016	79 570	77 594	75 495	73 184	-23,9
Grèce	14 119	13 077	13 425	13 220	13 169	13 252	13 156	-6,8
Hongrie ^a	23 847	12 438	12 512	13 371	12 475	12 307	13 891	-41,7
Irlande								
Islande	775	754	764	757	724	717	738	-4,9
Italie	41 147	41 503	43 673	43 911	43 413	43 222	45 177	9,8
Japon	32 816	33 594	29 940	26 448	26 048	25 770	25 808	-21,4
Lettonie*	3 812	1 376	1 276	1 407	1 396	1 467	1 440	-62,2
Liechtenstein								
Lituanie*								
Luxembourg								
Monaco								
Norvège	4 718	4 410	4 537	4 441	4 623	4 451	4 604	-2,4
Nouvelle-Zélande	10 429	11 203	12 110	12 486	12 825	13 080	13 265	27,2

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Pays-Bas								
Pologne ^{*a}							30 004	
Portugal	5 376	5 788	5 964	6 304	6 208	6 281	6 238	16,0
République tchèque [*]	12 604	8 724	8 258	8 491	8 204	7 744	8 318	-34,0
Roumanie ^{*a}	19 591	11 380	9 032	9 695	8 224	8 527	10 806	-44,8
Royaume-Uni	68 377	57 056	44 258	42 125	40 475	40 110	40 797	-40,3
Slovaquie [*]	6 125	4 181	3 824	4 056	3 888	3 992	4 077	-33,4
Slovénie ^{*a}								
Suède	8 694	8 497	8 044	7 937	7 888	7 812	7 806	-10,2
Suisse	3 544							
Turquie ^{**}								
Ukraine [*]	54 639	33 153	21 584	23 522	23 341	20 892	22 280	-59,2
<i>Diminution des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								21
<i>Variation des émissions ne dépassant pas 1 % (nombre de Parties)</i>								0
<i>Augmentation des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								5

^a Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie, et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé et non le chiffre des émissions de 1990.

^b Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

* Partie en transition vers l'économie de marché (Partie en transition).

** Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

**Tableau 12. Total des émissions globales de HFC, PFC et SF₆
d'origine anthropique 1990, 1995 et 2000-2004**

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Allemagne	11 861	15 529	12 422	13 597	13 643	13 648	14 115	19,0
Australie	5 586	2 721	3 303	4 144	4 504	4 890	5 356	-4,1
Autriche	1 605	1 475	1 302	1 414	1 510	1 561	1 532	-4,6
Bélarus*						84	82	
Belgique	3 850	4 974	1 366	1 358	1 425	1 690	1 840	-52,2
Bulgarie**a	76	51	131	116	114	144	254	236,4
Canada	11 535	9 696	11 649	11 428	10 979	11 581	10 759	-6,7
Communauté européenne ^b	55 850	67 393	63 802	61 281	64 326	66 537	66 491	19,1
Croatie*	937	8	23	49	49	164	189	-79,8
Danemark	44	326	682	700	719	746	803	1707,2
Espagne	3 353	5 586	8 786	5 707	4 364	5 471	5 140	53,3
Estonie*								
États-Unis d'Amérique	90 761	94 827	134 689	124 856	132 706	131 012	142 973	57,5
Fédération de Russie*	14 473	14 503	16 612	16 987	17 324	18 080	18 786	29,8
Finlande	94	98	576	732	528	709	730	673,2
France	10 028	7 801	11 591	11 808	14 357	15 344	15 242	52,0
Grèce	1 196	3 508	5 435	5 299	5 390	5 640	5 786	383,8
Hongrie**a	350	239	557	587	726	850	905	159,0
Irlande	36	203	590	618	571	705	666	1739,2
Islande	420	59	127	92	73	60	39	-90,8
Italie	2 492	1 764	2 845	4 009	4 720	5 560	6 708	169,2
Japon	61 840	51 187	34 019	28 707	24 976	23 459	19 142	-69,0
Lettonie*		1	10	12	15	17	21	
Liechtenstein						0,06	3,84	
Lituanie*				14	34	22	37	
Luxembourg	17	17	47	47	47	47	47	181,9
Monaco		0,02	0,04	0,39	0,89	0,63	0,34	
Norvège	5 570	2 641	2 492	2 426	2 032	1 523	1 557	-72,1
Nouvelle-Zélande	528	308	318	513	721	839	706	33,8

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Pays-Bas	6 914	8 259	5 739	3 314	4 059	2 248	2 090	-69,8
Pologne ^a		845	1 627	2 181	1 541	1 937	2 334	
Portugal	2	9	140	173	215	303	358	19 607,4
République tchèque [*]		76	413	574	472	715	667	
Roumanie ^a	3 350	1 774	416	432	448	477	521	-84,5
Royaume-Uni	13 807	17 204	11 388	11 536	11 739	11 822	10 353	-25,0
Slovaquie [*]	271	146	101	108	129	169	190	-30,1
Slovénie ^a	287	328	166	177	203	220	235	-17,8
Suède	551	642	916	974	1 044	1 047	1 094	98,5
Suisse	244	264	704	781	764	800	862	253,7
Turquie ^{**}			31	27	46	41	64	
Ukraine [*]	203	153	100	97	85	66	80	-60,4
<i>Diminution des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								<i>14</i>
<i>Variation des émissions ne dépassant pas 1 % (nombre de Parties)</i>								<i>0</i>
<i>Augmentation des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								<i>18</i>

^a Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé et non le chiffre des émissions de 1990.

^b Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

^{*} Partie en transition vers l'économie de marché (Partie en transition).

^{**} Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 13. Émissions et absorptions nettes de CO₂ d'origine anthropique du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, 1990, 1995 et 2000-2004

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Allemagne	-28 616	-31 537	-34 354	-35 128	-35 349	-35 870	-36 252	26,7
Australie	77 554	16 454	13 027	8 692	9 340	-12 538	-3 109	-104,0
Autriche	-11 972	-14 423	-16 037	-18 775	-15 136	-16 606	-16 641	39,0
Bélarus*	-11 317	-15 442	-14 141	-14 418	-13 325	-12 004	-11 913	5,3
Belgique	-1 431	-1 386	-1 550	-2 798	-2 337	-1 717	-1 173	-18,0
Bulgarie**	-25 306	-20 457	-18 808	-20 584	-21 495	-14 863	-22 108	-12,6
Canada	-87 395	155 962	-133 237	-125 025	-9 781	-24 490	58 864	-167,4
Communauté européenne ^b	-210 004	-243 836	-257 726	-285 584	-295 391	-282 986	-290 632	38,4
Croatie*	-14 437	-20 535	-19 285	-17 777	-16 796	-16 648	-16 321	13,0
Danemark	552	-1 664	1 642	-757	-1 965	-1 940	-2 280	-513,2
Espagne	-23 027	-24 747	-30 220	-31 760	-31 423	-30 234	-30 543	32,6
Estonie*							-8 016	
États-Unis d'Amérique	-910 373	-614 887	-759 507	-767 987	-768 639	-774 848	-780 094	-14,3
Fédération de Russie*	186 270	-140 732	361 655	247 122	-180 027	-368 066	-200 073	-207,4
Finlande	-21 440	-15 408	-16 325	-19 062	-18 902	-17 880	-18 513	-13,6
France	-27 102	-30 792	-36 872	-42 763	-49 984	-53 111	-54 428	100,8
Grèce	-3 248	-4 407	-3 142	-5 324	-5 460	-5 533	-5 415	66,7
Hongrie**	-2 770	-8 072	-3 249	-4 481	-4 583	-4 867	-5 547	100,3
Irlande	108	205	-2	-174	-191	-383	-72	-166,2
Islande	1 631	1 568	1 482	1 466	1 446	1 422	1 387	-15,0
Italie	-79 914	-103 317	-100 028	-110 217	-114 369	-111 413	-105 920	32,5
Japon	-74 794	-81 489	-85 036	-84 881	-85 396	-95 019	-94 925	26,9
Lettonie*	-20 691	-17 688	-14 172	-14 225	-13 169	-13 676	-13 942	-32,6
Liechtenstein	-38						-36	-5,7
Lituanie*						-6 989	4 355	
Luxembourg								
Monaco	-0,030	-0,040	-0,040	-0,040	-0,040	-0,040	-0,036	21,6
Norvège	-14 601	-13 840	-25 274	-27 129	-26 263	-26 017	-26 323	80,3
Nouvelle-Zélande	-19 081	-15 231	-20 322	-20 617	-21 342	-22 836	-24 565	28,7

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Pays-Bas	2 392	2 201	2 417	2 388	2 382	2 374	2 356	-1,5
Pologne ^a							-26 159	
Portugal	3 362	-2 088	-4 230	-3 994	-4 564	7 313	-2 863	-185,2
République tchèque [*]	-1 779	-7 811	-6 881	-7 073	-6 165	-5 750	-4 871	173,8
Roumanie ^a	-35 944	-37 455	-36 835	-37 669	-35 140	-34 803	-34 668	-3,5
Royaume-Uni	2 915	1 034	-440	-596	-1 120	-1 180	-1 942	-166,6
Slovaquie [*]	-2 407	-2 696	-2 403	-5 225	-5 243	-4 833	-4 251	76,6
Slovénie ^{**a}		-5 017	-5 175	-5 275	-5 496	-5 318	-5 644	
Suède	-22 288	-17 212	-18 290	-16 330	-16 679	-16 511	-16 651	-25,3
Suisse	-1 784							
Turquie ^{**}								
Ukraine [*]	-33 839	-42 433	-38 044	-42 012	-37 342	-39 223	-32 142	-5,0
<i>Diminution des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								<i>18</i>
<i>Variation des émissions ne dépassant pas 1 % (nombre de Parties)</i>								<i>0</i>
<i>Augmentation des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								<i>16</i>

Note: Les valeurs négatives exprimées en Gg correspondent à des absorptions; les valeurs positives exprimées en Gg correspondent à des émissions.

^a Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé et non le chiffre des émissions de 1990.

^b Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

^{*} Partie en transition vers l'économie de marché (Partie en transition).

^{**} Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 14. Émissions de CH₄ d'origine anthropique du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, 1990, 1995 et 2000-2004

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Allemagne								
Australie	4 915,2	2 916,4	2 775,4	3 413,1	6 015,1	5 439,0	5 791,8	17,8
Autriche	0,25	0,04	0,06	0,03	0,25	0,09	0,09	-64,9
Bélarus*	4,1	6,2	4,9	2,5	16,0	8,7	3,4	-16,7
Belgique								
Bulgarie ^a								
Canada	3 454,0	23 629,1	1 404,2	2 409,4	9 793,8	8 102,2	13 542,2	292,1
Communauté européenne ^b	1 241,9	1 039,2	1 214,3	927,5	925,1	1 395,5	821,8	-33,8
Croatie*								
Danemark								
Espagne								
Estonie*							1,1	
États-Unie d'Amérique								
Fédération de Russie*	3 632,6	854,1	3 303,7	1 907,4	3 237,6	5 373,7	1 410,6	-61,2
Finlande	22,3	14,1	10,0	17,0	17,3	14,3	8,2	-63,3
France	847,4	770,5	787,2	710,4	715,7	727,4	628,0	-25,9
Grèce	49,9	34,8	166,1	22,9	3,2	4,5	11,1	-77,8
Hongrie ^a	30,1	22,0	26,7	25,5	25,7	25,9	26,1	-13,2
Irlande								
Islande	49,1	49,1	49,1	49,1	49,1	49,1	49,1	
Italie	142,9	27,4	87,0	55,2	30,9	65,0	34,6	-75,8
Japon	99,3	70,6	46,9	50,1	43,2	24,5	32,4	-67,4
Lettonie*	18,8	35,1	56,2	34,7	38,1	36,9	33,4	77,4
Liechtenstein								
Lituanie*								
Luxembourg								
Monaco								
Norvège	17,7	2,1	3,2	1,7	4,2	17,8	2,2	-87,5
Nouvelle-Zélande	93,5	133,2	96,8	94,1	89,5	85,4	75,1	-19,7

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Pays-Bas								
Pologne ^{*a}							2,3	
Portugal	153,6	169,0	132,5	87,5	125,8	552,3	109,5	-28,7
République tchèque*	44,3	38,1	48,0	52,9	54,0	55,3	60,2	35,9
Roumanie ^{*a}	0,2	0,5	8,2	2,3	8,1	1,7	1,0	377,0
Royaume-Uni	13,8	11,5	19,4	23,2	19,5	18,4	16,8	21,1
Slovaquie*	14,7	9,6	14,1	14,3	13,9	15,3	17,3	17,6
Slovénie ^{*a}								
Suède	11,8	11,8	12,0	11,3	12,4	13,6	13,6	14,9
Suisse	1,5							
Turquie ^{**}								
Ukraine*	8,4	14,3	3,4	14,2	11,2	5,6	0,9	-89,5
<i>Diminution des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								14
<i>Variation des émissions ne dépassant pas 1 % (nombre de Parties)</i>								0
<i>Augmentation des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								8

^a Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé et non le chiffre des émissions de 1990.

^b Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

* Partie en transition vers l'économie de marché (Partie en transition).

** Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 15. Émissions de N₂O d'origine anthropique du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, 1990, 1995 et 2000-2004

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Allemagne	375,1	375,1	421,6	421,6	421,6	421,6	421,6	12,4
Australie	1 342,8	796,7	758,3	932,3	1 642,3	1 484,9	1 581,3	17,8
Autriche	11,4	11,2	11,0	13,1	10,7	9,3	11,6	2,1
Bélarus*	6,2	6,6	10,1	9,8	11,1	10,1	9,4	52,4
Belgique								
Bulgarie ^a								
Canada	2 175,5	14 702,8	900,4	1 526,5	6 110,6	5 061,0	8 433,9	287,7
Communauté européenne ^b	3 553,9	3 093,4	3 099,0	2 771,5	2 699,8	2 680,4	3 408,5	-4,1
Croatie*								
Danemark	0,09	0,09	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	-17,1
Espagne								
Estonie*								
États-Unis d'Amérique	5 677,3	6 147,3	6 373,9	6 236,9	6 389,4	6 577,0	6 839,6	20,5
Fédération de Russie*	368,9	86,8	334,8	192,2	328,6	545,6	142,6	-61,3
Finlande	36,2	15,7	22,4	20,6	21,5	20,3	19,9	-44,9
France	2 879,2	2 441,6	2 195,8	2 114,1	2 047,8	1 984,2	1 983,3	-31,1
Grèce	5,1	3,5	16,9	2,3	0,3	0,5	1,1	-77,8
Hongrie ^a	3,1	2,2	2,7	2,6	2,6	2,6	2,7	-12,8
Irlande								
Islande	415,4	415,4	415,4	415,4	415,4	415,4	415,4	
Italie	49,3	83,2	229,8	5,6	3,1	6,6	778,1	1479,7
Japon	72,9	47,0	24,5	22,8	19,3	15,9	13,2	-82,0
Lettonie*	1,9	3,6	5,8	3,8	4,5	4,5	3,8	96,7
Liechtenstein								
Lituanie*								
Luxembourg								
Monaco								
Norvège	15,2	13,8	13,4	13,1	13,6	14,4	12,8	-15,6
Nouvelle-Zélande	9,5	13,5	9,8	9,6	9,1	8,7	7,6	-19,7

Partie	Gg d'équivalent CO ₂							Variation de 1990 à 2004 (%)
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Pays-Bas								
Pologne ^{*a}							0,3	
Portugal	15,6	17,2	13,5	8,9	12,8	56,1	11,1	-28,7
République tchèque [*]	4,5	3,9	4,9	5,4	5,5	5,6	6,1	35,9
Roumanie ^{*a}	0,0	0,1	1,7	0,5	1,6	0,4	0,2	377,0
Royaume-Uni	1,4	1,2	2,0	2,4	2,0	1,9	1,7	21,1
Slovaquie [*]	3,4	2,3	3,1	3,1	3,1	3,1	3,5	1,8
Slovénie ^{*a}								
Suède	159,2	123,2	164,3	161,1	158,1	158,3	158,3	-0,6
Suisse	3,4							
Turquie ^{**}								
Ukraine [*]	9,7	10,7	4,5	6,1	5,4	3,9	3,4	-65,1
<i>Diminution des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								11
<i>Variation des émissions ne dépassant pas 1 % (nombre de Parties)</i>								2
<i>Augmentation des émissions supérieure à 1 % (nombre de Parties)</i>								12

^a Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé et non le chiffre des émissions de 1990.

^b Les estimations des émissions de la Communauté européenne sont notifiées indépendamment de celles de ses États membres.

^{*} Partie en transition vers l'économie de marché (Partie en transition).

^{**} Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.
